

A world map with a color scale representing climate change impact, ranging from light blue (low impact) to dark red (high impact). The map shows significant warming, particularly in the northern hemisphere and high latitudes.

FACE A L'URGENCE CLIMATIQUE

Un changement révolutionnaire de système est urgent et nécessaire. Le PST-POP s'engage pour une transformation socialiste de la société, seule à même de garantir la justice sociale et climatique.

RÉSOLUTION DE LA CONFÉRENCE NATIONALE
DU 24 JUIN 2024 DU PST-POP

Face à l'urgence climatique

Un changement révolutionnaire de système est urgent et nécessaire. Le PST-POP s'engage pour une transformation socialiste de la société, seule à même de garantir la justice sociale et climatique.

Résolution de la Conférence nationale du 24 juin 2024

Il n'est plus possible d'attendre	2
« Capitalisme vert », impossible et contradictoire	3
Écologie libérale et taxes antisociales : rien de bon à attendre des partis de la bourgeoisie	4
Climatoscepticisme, un danger bien réel	5
Le réformisme, totalement insuffisant	6
L'écologie fait partie de la lutte des classes	7
La lutte pour la paix et le désarmement est une lutte écologique	9
Le PST-POP et les mouvements sociaux pour le climat.....	9
Urgence climatique et désobéissance civile	11
Marxisme et décroissance	12
Urgence climatique et révolution socialiste.....	15
Le PST-POP se doit d'être à la hauteur de l'urgence historique	17



Il n'est plus possible d'attendre

§ 1. Aujourd'hui, il n'est plus possible d'attendre. Le sixième rapport du GIEC ne laisse place à aucune ambiguïté : sans une réduction rapide, radicale et le plus souvent immédiate des émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs, il sera impossible d'atteindre l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle, ni même à 2°C. Et nous savons très bien que chaque dixième de degrés au-dessus de 1,5°C a un impact conséquent et signifie une planète un peu moins habitable pour notre espèce et des catastrophes climatiques à répétition. Nous sommes actuellement à 1,2°C déjà, et avons, pour la première fois, dépassé sur douze mois consécutifs la barre de 1,5°C de réchauffement par rapport à l'ère pré-industrielle en fin janvier 2024. On peut en mesurer l'impact à l'œil nu : augmentation brutale de phénomènes climatiques extrêmes, tempêtes dévastatrices, sécheresses catastrophiques pour les rendements agricoles, canicules qui menacent de rendre des régions entières inhabitables, montée des eaux qui pourraient submerger des pays entiers d'Océanie, ainsi que l'extinction d'innombrables espèces animales et végétales. La Suisse est également touchée : les inondations, les éboulements, l'agriculture subit des dégâts qui iront en augmentant, les étés se font très secs, les glaciers fondent, et l'approvisionnement en eau du pays devient sujet à caution.

§ 2. De plus en plus d'études scientifiques, toutes plus inquiétantes les unes que les autres, sont publiées. D'après une récente étude parue dans la revue *Earth Systems Dynamics*, la température moyenne pourrait augmenter de 6.7°C en Europe d'ici la fin du siècle. En revanche, la dernière période glaciaire était en moyenne 6,1°C plus froide qu'aujourd'hui. Les sécheresses, canicules, inondations, pénuries alimentaires dues aux conséquences sur l'agriculture ne feront que s'aggraver. Selon une étude de référence présentée à la COP28, la barre fatidique de 1,5°C de réchauffement par rapport à l'ère préindustrielle sera durablement dépassée ces prochaines années, et il y a une chance sur deux qu'elle le soit dans sept ans déjà. Même pour l'objectif minimal de 2°C de réchauffement, une réduction rapide et massive des émissions de gaz à effet de serre serait requise. Mais, avec les engagements actuels des États, c'est plutôt un réchauffement à 3°C qui se profile. Cela, seulement si ces engagements devaient être tenus. Or, généralement ils ne le sont pas...

§ 3. Car, malgré l'urgence, les émissions de gaz à effet de serre continuent régulièrement d'augmenter. Les décideurs capitalistes ne font rien, ou trop peu, ou, pire, essaient de trouver dans cette catastrophe annoncée des opportunités pour de nouveaux profits. Quand ils ne sont pas ouvertement climatosceptiques, ils font semblant d'avoir entendu les scientifiques qui les alertent de l'urgence... pour continuer comme si de rien n'était ensuite. Les monopoles et leurs lobbies font tout pour pouvoir continuer à polluer aussi longtemps que possible : les profits tout de suite, et après nous le déluge !

§ 4. Dernière illustration de la tragique inadéquation des actes à la réalité, de l'hypocrisie de l'écologie bourgeoise, et du caractère lénifiant du discours officiel qui masque ce hiatus : la COP28, pour la première fois de l'histoire de ces sommets, s'accorde sur un objectif de « transition hors des énergies fossiles ». Un objectif qui demeure vague toutefois, sans échéances précises ni caractère contraignant. Tout comme demeurent vagues et non tenues les promesses de soutien financier et en matière de transfert de technologies aux pays du Sud global pour leur permettre de mener cette transition. Ce qui n'est pas vague, mais bien concret, en revanche, ce sont les contrats pétroliers signés en marge de la COP28.



§ 5. Pour maintenir le réchauffement climatique à 1,5°C, il faudrait impérativement que les émissions de gaz à effet de serre atteignent le zéro net en 2030. Pour cela, il convient de réduire drastiquement, et sans tarder, l'utilisation des énergies fossiles. La bonne nouvelle, c'est qu'il est parfaitement possible de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40% à 70% d'ici 2050, tout en garantissant un niveau de vie correct pour tout le monde. Mais cela implique d'aller à l'encontre des intérêts d'une minorité qui profite du système actuel, avec lequel il est indispensable de rompre pour atteindre ces objectifs.

§ 6. Dans cette situation, il n'est pas possible d'attendre. Des changements radicaux et urgents sont requis. Le PST-POP se doit d'être à la hauteur de sa responsabilité historique, de tracer la voie pour un changement de société radical et urgent, et se donner les moyens de faire de ce changement une réalité.

« Capitalisme vert », impossible et contradictoire

§ 7. Ce contraste tragique entre l'urgence de la situation, et l'incapacité des gouvernements bourgeois à la traiter comme telle, ne découle pas de leur mauvaise volonté subjective, mais est la conséquence inévitable de caractéristiques structurelles du capitalisme. La loi fondamentale du capitalisme est en effet la recherche du profit maximum. Ce qui ne peut se faire que par une exploitation sans merci des deux sources de toutes richesses : la force de travail et la nature. Jusqu'à les détruire. Les ravages à l'environnement, la destruction des écosystèmes, des ressources naturelles, la pollution, les émissions de gaz à effet de serre...les dégâts occasionnés à la planète par le capitalisme sont bien connus, et innombrables. Les méfaits des multinationales sont légion, au point qu'il n'est pas possible de contester de bonne foi le caractère nuisible de ces entités.

§ 8. La loi de reproduction élargie du capital, son impératif d'accumulation sans fin le pousse fatalement à une croissance sans fin, et à une exploitation toujours accrue des ressources naturelles. Or il est impossible de poursuivre ce processus indéfiniment dans un monde fini. Le capitalisme est par nature incapable de prendre en compte la finitude des ressources naturelles et les limites planétaires. Sortir du capitalisme devient dès lors une question de survie.

§ 9. Les décideurs de la bourgeoisie, qui voient bien le problème mais refusent d'en tirer une conclusion qui condamne un système qui leur bénéficie, s'ingénient à trouver des solutions qui rendraient le capitalisme lui-même vert, compatible avec la préservation de l'environnement. Des solutions au mieux illusoires et insuffisantes, au pire charlatanesques.

§ 10. Il ne saurait en aller autrement. Car ces solutions visent à être à la fois capitalistes et écologiques, ce qui ne se peut. Il s'agit premièrement de solutions de marché, qui visent à intégrer des critères de durabilité dans la logique même du capitalisme, en intégrant les externalités environnementales dans la comptabilité des entreprises, pour les pousser à réduire leur impact sur l'environnement. La principale de ces mesures est le marché des quotas d'émissions, qui n'est précisément que cela : un nouveau marché, avec des nouveaux produits financiers, qui permettent à certaines entreprises de faire encore plus de profits. La seule chose que ce marché ne permet aucunement est de réduire les émissions de gaz à effet de serre. En régime capitaliste, cette volonté d'internationalisation des externalités négatives n'incite aucunement les multinationales à réduire leur impact sur l'environnement, mais à toute une compatibilité frauduleuse pour faire comme si elles le faisaient, avec des pseudo compensations d'émissions,



qui ne compensent rien, et qui sont un remède parfois pire que le mal (la plantation d'arbres n'est déjà pas une vraie mesure d'atténuation, mais des multinationales achètent des forêts qui existent déjà, et en expulsent les peuples autochtones qui les entretenaient très bien...à titre de mesure de compensation de leurs émissions de gaz à effet de serre).

§ 11. Il y a tous les écolabels et la finance « verte », dont même la presse bourgeoise est obligée d'avouer qu'il s'agit de pur greenwashing. Il y a les mesures incitatives et les subventions étatiques pour les énergies renouvelables...sauf qu'en régime capitaliste, il s'agit de maintenir le niveau actuel, et insoutenable, de pression sur les ressources naturelles. Les énergies renouvelables ne remplacent d'ailleurs pas les énergies fossiles actuellement (dont l'utilisation croît chaque année), mais arrivent en complément de celles-ci. Les technologies dites « vertes » qui, en régime capitaliste, sont censées décarbonner l'économie, mais en préservant le même modèle économique, sont tout aussi écocides que les technologies qu'elles visent à remplacer, et lourdement consommatrices de matières premières, dont certaines sont fort rares. Il faut tenir compte aussi de l'effet rebond : une économie d'énergie et de ressources se répercute trop souvent sur une production supplémentaire à un autre endroit ; le bilan d'un point de vue écologique est au mieux nul.

§ 12. Les partisans du « capitalisme vert » complètent leur liste de solutions par un techno-optimisme – des technologies vertes résoudraient le problème écologique ; ce qui tient de la pure croyance, ne prend pas en compte l'urgence de la situation, ni l'impact écologique de ces technologies en termes de consommation de ressources et de déchets occasionnés – et sont obligés à recourir à l'hypothèse charlatanesque entre toutes des technologies de capture et de stockage de carbone qui annuleraient une partie des émissions de gaz à effet de serre créé par l'Homme ; or ces technologies ne représentent actuellement qu'une goutte d'eau dans l'océan, et ne servent que de campagne de relations publiques pour justifier l'inaction.

§ 13. Les tenants du « capitalisme vert » affirment du reste que l'intérêt des entreprises, soit le profit, et l'écologie sont compatibles, qu'une « croissance verte » est possible, que la transition écologique doit être considérée comme une source d'opportunités nouvelles (de profit). Par-là, ils avouent qu'il n'y a là aucun rapport avec l'écologie. Le capitalisme est la source du problème, il ne peut pas faire partie de la solution.

Écologie libérale et taxes antisociales : rien de bon à attendre des partis de la bourgeoisie

§ 14. Le PLR, le Centre et les Verts'libéraux admettent en parole les données scientifiques au sujet du changement climatique, et se disent favorables à une sortie à terme des énergies fossiles, au développement des énergies renouvelables, à l'objectif d'un bilan zéro émission nettes d'ici 2050 (auquel la Suisse s'est engagée en signant l'accord de Paris), à certaines mesures d'économies d'énergie. Mais, par-delà tout ce qui les distingue, ces partis ont en commun de défendre le système tel qu'il est, et les intérêts de la minorité qui en bénéficie.

§ 15. Cela les conduit à prôner une écologie anti-sociale et libérale, qui en pratique revient à tout changer pour que rien ne change. Écologie anti-sociale car ciblant avant tout la responsabilité individuelle « du » consommateur – indistinct, quelle que soit son appartenance de classe –, et recourant, en guise d'instrument privilégié, à des taxes « incitatives », socialement injustes, car



frappant durement les plus modestes, dont la responsabilité dans la catastrophe en cours est infime ; et inefficace, car laissant les plus riches continuer leur mode de vie écologiquement insoutenable au prix d'un surcoût pour eux négligeable. Inefficace et hypocrite de surcroît, la focalisation unilatérale sur la consommation et la « sensibilisation » « du » consommateur peut à ce titre être considérée comme un effet de manche pour ne pas toucher aux entreprises. Contreproductif du reste : ce type de fausse écologie individualiste fait que beaucoup de gens associent « climat » à « taxe » en premier lieu, et deviennent réceptifs à la démagogie climatosceptique.

§ 16. Et écologie libérale, car privilégiant les solutions « de marché » – ce qui revient à attendre de la cause qui a engendré le problème qu'elle le résolve – et en fin de compte reculant toujours devant les mesures un peu drastiques, même indispensables, si celles-ci vont à l'encontre de la « liberté du marché ». De fait, ces partis préfèrent des solutions incitatives, et sont réticents (plus ou moins selon le parti en question) à celles qui sont contraignantes pour les entreprises. Par « pragmatisme », ils repoussent l'échéance de transformations radicales à un avenir aussi raisonnablement lointain que possible, et à l'heure actuelle prônent le maintien d'un statu quo mortifère – défense de la place de la voiture en ville, construction de nouvelles autoroutes, maintien d'une utilisation des énergies fossiles à long terme, etc. – pour des raisons « économiques », soit dans l'intérêt des profits à court terme de la classe qu'ils représentent. Ce faux pragmatisme revient simplement à repousser la solution du problème à plus tard, lorsque les conditions pour le résoudre seront beaucoup moins favorables, si tant est que ce soit encore possible. Cela revient à courir à la catastrophe.

Climatoscepticisme, un danger bien réel

§ 17. Une partie de la classe dominante préfère, face à un problème dont elle a la lucidité de comprendre qu'il est impossible de le résoudre sans toucher à ses avantages acquis, de nier l'existence du problème. C'est le climatoscepticisme : ce discours qui consiste à nier purement ou simplement l'existence du changement climatique, ou d'en nier l'origine anthropique, ou tout du moins d'en minimiser la gravité.

§ 18. Le caractère basement démagogique de cette propagande, l'appel fallacieux au bon sens populaire, ne doit pas tromper. Le personnel politique de la bourgeoisie qui propage ce discours est souvent en réalité très bien informé de la réalité scientifique. S'ils le font, ce n'est pas par aveuglement, mais bien par intérêt de classe : comprenant bien que des solutions réelles et socialement acceptables au changement climatique exigeraient une remise en cause de leurs avantages acquis, de la propriété privée capitaliste et du libre-marché, ils ont tout intérêt à nier le problème, afin d'en repousser la solution le plus tard possible. Avant même les premiers rapports du GIEC, des entreprises pétrolières disposaient de prédictions extrêmement précises sur le changement climatique qu'elles avaient commandées ; des rapports qu'elles gardèrent secrets, et préfèrent diffuser une propagande climatosceptique pour ne rien changer à leur modèle d'affaire. Aujourd'hui, les mêmes milieux et leurs relais politiques, parmi les partis les plus réactionnaires, continuent le même type d'agissements.

§ 19. Ils sont prêts, par pur égoïsme de classe, à sacrifier une grande partie de la population mondiale. L'objectif au rabais de 2°C de réchauffement plutôt que 1,5°C n'est pas qu'une question de dixième de degrés : cela implique d'accepter de rendre une partie de l'Afrique inhabitable. Demain, les mêmes n'hésiteront pas à utiliser des méthodes autoritaires pour se réserver



l'essentiel de ressources raréfiées, condamnant une partie notable de la population à la misère, voir à déperir. L'écofascisme est l'ultime solution au changement climatique de la bourgeoisie, lorsque le statu quo ne sera plus tenable. Cet avenir possible est bien illustré dans la science-fiction d'aujourd'hui, dans notre société où envisager la fin du monde semble plus simple que d'envisager la fin du capitalisme.

§ 20. En Suisse, le climatoscepticisme est présent dans le discours de l'UDC, quoique ce parti soit ambigu sur la question, et dans une frange du PLR. Le discours de l'UDC sur la question est grossièrement démagogique, incohérent et hypocrite. En réalité, ce parti défend le capitalisme fossile, et les intérêts qui y sont liés. Il prétend défendre le pouvoir d'achat de la population, et oppose les fins de mois à la fin du monde. En réalité, il est contre toute mesure en faveur de la justice sociale, et ne défend le pouvoir d'achat que de la bourgeoisie. Ce discours est purement démagogique, destiné à faire croire aux travailleuses et travailleurs que l'UDC défend leurs intérêts, alors que ce n'est pas le cas. L'UDC prétend défendre « nos » paysannes et paysans, face à ce que ce parti présente comme une politique écologiste hostile à l'agriculture. En réalité, il est favorable au libre-échange, qui est ruineux pour les paysannes et paysans de Suisse. L'UDC prétend défendre les travailleuses et travailleurs suisses, les paysannes et paysans...mais ne défend en réalité que ceux de la bourgeoisie.

§ 21. Mais, de façon apparemment paradoxale, l'UDC semble parfois souscrire à un discours écologiste... mais pour le tourner contre l'immigration. On pourrait y voir une incohérence grossière, ou le prêt-à-penser xénophobe habituel de ce parti. Mais en fait, il y a une logique. Les réfugié-e-s climatiques sont déjà un phénomène réel, qui prend une ampleur croissante, et qui prendra des proportions colossales à mesure que des parties entières de la planète deviendront inhabitable. Les personnes qui doivent, qui devront fuir, leur pays, font partie des moins responsables de la catastrophe en cours. Le discours xénophobe sert à la bourgeoisie occidentale à déshumaniser les migrantes et les migrants, à rendre politiquement acceptable le traitement indigne qu'elle leur inflige, les murs avec lesquels elle compte s'en protéger. C'est la « solution » de la bourgeoisie au désastre qu'elle a elle-même créé. Le climatoscepticisme est une idéologie dangereuse, qui correspond aux intérêts de la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie. Il doit être combattu sans concessions.

§ 22. Qu'elles soient ouvertement climatosceptiques, ou qu'elles prétendent concilier écologie et libéralisme, les forces politiques de la bourgeoisie sont le principal obstacle à toute solution digne de ce nom au désastre en cours.

Le réformisme, totalement insuffisant

§ 23. Le PSS et les Verts prennent au sérieux l'urgence climatique, et sont plus disposés à prendre des mesures fortes, y compris lorsqu'elles sont contraignantes et vont à l'encontre de la « liberté du marché ». A ce titre, ces partis sont indiscutablement des alliés pour notre combat. Mais ce, dans une certaine mesure seulement. Trop intégrés au système, ils ne peuvent en effet incarner la rupture avec lui. Leur politique écologique reste limitée par les marges de ce que le capitalisme peut admettre, et ne va objectivement pas au-delà de l'illusoire « capitalisme vert », malgré la radicalité de certains slogans.



§ 24. De plus, ces partis prônent une écologie antisociale, à base de taxes socialement injustes – quoique de façon moindre que la droite – et sont favorables également à des solutions « de marché », malgré leur inefficience. Cette ambiguïté et cette propension à une écologie individualiste et anti-sociale dessert la cause que ces partis pensent servir, en détournant les travailleuses et travailleurs d'un combat écologique qu'ils associent trop souvent à des taxes touchant durement leur pouvoir d'achat – alors qu'ils ne sont guère responsables du changement climatique, et n'ont pas forcément la possibilité de consommer autrement que ce que le système existant leur permet – et les rend réceptifs à la démagogie de l'UDC. Le PST-POP se doit de ne faire aucune concession à ce type d'écologie-là, dans l'intérêt même du combat pour la justice sociale et climatique.

La justice climatique doit être intrinsèquement liée à la justice sociale. Il n'est pas acceptable de faire payer tout le monde au même niveau – et en pratique en touchant le plus douloureusement les moins responsables – pour la transition écologique. Ce sont les vrais responsables qu'il faut faire payer, en taxant en priorité les gros revenus, les grandes fortunes, les grands héritages et le grand capital.

§ 25. Du reste, même si les partis réformistes disposaient de la détermination et de la puissance nécessaire pour imposer leurs solutions, une écologie réformiste ne serait guère plus efficace qu'une écologie libérale. Car la perspective de ces partis se limite en réalité à certaines transformations dans le cadre de la société existante, de remplacer le capitalisme libéral par un capitalisme régulé, sans remettre en cause le capitalisme en tant que tel.

§ 26. Certes, il est vrai que les désastres sociaux et environnementaux engendrés par le capitalisme ont été grandement accrus par sa dérégulation et sa mondialisation néolibérales. Des normes laxistes, un rapport de force favorable aux multinationales eu égard aux États, le manque de régulation, favorise indiscutablement les pires aspects du capitalisme en termes de court-termisme, d'irresponsabilité totale face aux ravages qu'il engendre, des pratiques criminelles même. En ce sens, des normes plus contraignantes, plus de régulations, plus d'interventions de la part des États, plus de normes au niveau mondial, pourraient restreindre les pires abus et limiter les dégâts. C'est un combat qui mérite d'être mené. Mais tout est question de rapports de forces. La gauche réformiste, qui pense plus en termes de compromis avec la bourgeoisie que de lutte face à elle, n'est pas même capable de mener ce combat-là de façon résolue.

§ 27. Ce serait une erreur pourtant que d'en déduire que le problème à cibler serait le libre marché, et sa régulation la solution. Au fond, ce serait aussi se limiter à des solutions de marché, les mêmes que celles de la droite, mais avec moins de libéralisme, plus de régulation, plus d'intervention de la puissance publique, et d'un autre type. La différence est de degré, pas de nature. Une régulation du capitalisme, aussi ambitieuse soit-elle, aussi favorable le rapport de force pour l'imposer puisse-t-il être, ne saurait rien faire de plus que de limiter les dégâts. Mais le capitalisme n'en resterait pas moins écocide. Pour qu'il cesse de l'être, il faudrait qu'il cesse d'être le capitalisme.

L'écologie fait partie de la lutte des classes

§ 28. L'écologie n'est pas une question « neutre », au-dessus des clivages, qui concernerait tout le monde et où chacune et chacun aurait sa part de responsabilité. Cette présentation



dépolitizante et individualisante du problème est fallacieuse. Elle contribue à l'inaction présente, en diluant les responsabilités réelles et en protégeant les intérêts des véritables responsables. Car ce n'est pas l'humanité en général qui est responsable du désastre en cours. C'est un système déterminé qui en est cause : le capitalisme. Et les responsabilités sont loin d'être réparties de façon égale.

§ 29. L'empreinte écologique n'est clairement pas la même selon la classe sociale. Les 10% les plus riches de la planète sont ainsi responsables de 50% des émissions de gaz à effet de serre sur la planète ; les 50% les plus pauvres de seulement 10%. Rien qu'en Suisse la place financière émet 15 à 20 fois plus d'émissions de CO2 par an que toute la population réunie. Les multinationales établies en Suisse quant à elles, émettent six à neuf fois plus que les émissions de la Suisse, pour un total de 2 à 3% des émissions mondiales. Au fond, c'est le mode de vie des plus riches qui est écocide, et n'est pour cette raison plus tolérable.

§ 30. Les multinationales suisses sont à l'avant-garde de la course pour accaparer les ressources naturelles : Nestlé, championne de la privatisation de l'eau dans les pays du Sud ; Glencore, reine du commerce des matières premières ; ou Syngenta, grand pollueur d'eau dans le monde, ne sont que quelques exemples des acteurs mondiaux suisses qui exploitent sans merci l'environnement au nom de leurs profits. Ce sont les vrais responsables de la catastrophe en cours qui doivent payer pour les changements indispensables. Nous ne sommes clairement pas toutes et tous dans le même bateau, et ce n'est pas « l'humanité » en général et de façon indistincte qui est responsable de la situation actuelle. La destruction de l'environnement est le fait de responsables identifiables et identifiés, et si l'on ne s'attaque pas à eux, il est vain de parler d'écologie.

§ 31. A contrario, ce sont les personnes et les pays les moins responsables du changement climatique, celles et ceux dont l'empreinte écologique est la plus basse, qui sont les plus affectés par la catastrophe et qui ont le moins de stratégies d'adaptation à disposition : les personnes les plus modestes et les pays du Sud global. Dans les centres impérialistes eux-mêmes, ce sont les travailleuses et les travailleurs, les gens modestes, qui ont à leur disposition le moins de ressources pour s'adapter au changement climatique, et qui en seront les plus affectés.

§ 32. Aujourd'hui, ce sont les responsables principaux du réchauffement climatique, qui sont aussi les exploiters de la classe ouvrière, et les oppresseurs des pays du Sud global, et qui ont un intérêt objectif au maintien du système établi. Et c'est la grande majorité de la population mondiale qui n'est que peu ou pas responsable de la catastrophe en cours, qui en souffre le plus, et qui a intérêt à un changement radical de système. Et un changement radical de société ne serait socialement, politiquement acceptable, que s'il est socialement juste, s'il tient compte des responsabilités de chacun, et assure des conditions de vie décentes à toutes et tous, et à tous les peuples du monde. En ce sens, la justice climatique ne se conçoit pas séparément de la justice sociale.

§ 33. Mais, en tant que parti marxiste, nous ne concevons pas la justice sociale et climatique en ce sens-là, mais aussi et surtout dans le fait que les travailleuses et travailleurs, ainsi que les peuples du Sud global ne sont pas seulement les victimes d'un système oppressif. Ce sont aussi celles et ceux qui peuvent, et doivent, s'en libérer par leur propre lutte, en renversant l'infime minorité qui les opprime en même temps qu'elle rend la planète inhabitable, pour construire à la place du capitalisme une société différente, où la justice sociale et climatique deviendrait réalité.



§ 34. En ce sens, la lutte pour la justice sociale et climatique fait intrinsèquement partie de la lutte de classe de la classe ouvrière et du combat anti-impérialiste.

La lutte pour la paix et le désarmement est une lutte écologique

§ 35. Alors que les guerres et les confrontations militaires atteignent une intensité nouvelle dans plusieurs régions du monde, les dépenses militaires s'accroissent à toute vitesse, en Suisse aussi.

§ 36. Les armées causent des dégâts colossaux à l'environnement non seulement lors des guerres, mais aussi avec leur préparation les 800 bases militaires étatsuniennes consomment 320'000 barils de pétrole par jour et un F/A-18 consomme 4860 litres de kérozène par heure. La course au réarmement mobilise des ressources qui font défaut dans tous les domaines d'activités socialement et écologiquement utiles. On le voit bien en Suisse aussi ; le projet de budget de la Confédération pour 2025 prévoit des réductions de dépenses dans tous les domaines (social, recherche et éducation, transition énergétique, biodiversité, etc.), sauf pour les dépenses militaires qui, elles, augmentent.

§ 37. C'est pourquoi, nous nous engageons résolument contre la dérive militariste de la Confédération, pour la paix et le désarmement global. Il s'agit d'une lutte tout autant écologique qu'anti-impérialiste.

Le PST-POP et les mouvements sociaux pour le climat

§ 38. La conscience accrue que l'urgence climatique est bel et bien une urgence, qu'il nous reste peu d'année pour agir, popularisée par la diffusion médiatique des rapports du GIEC, et le contraste douloureux avec l'inaction ou au mieux les demi-mesures des autorités, a conduit à l'émergence de mouvement sociaux massifs pour exiger que la question écologique soit enfin prise au sérieux. La Grève du Climat étant le principal de ces mouvements, mais de loin pas le seul.

§ 39. Avec des manifestations massives à partir de la fin de l'année 2018, ces mouvements ont mis la problématique écologique sur le devant de la scène. Ils ont réussi à l'imposer en tant que question prioritaire dans l'agenda politique pendant un certain temps, ont grandement contribué à la prise de conscience par une partie notable de la population, et ont forcé les autorités à réagir et à prétendre au moins en parole prendre la question au sérieux. Mais ces mobilisations n'ont suffi ni à obtenir de la part des majorités parlementaires et gouvernementales existantes des mesures autres que symboliques ou très limitées, ni à modifier la composition de l'Assemblée fédérale, hormis une « vague verte » qui n'a rien changé à la majorité de droite existante. Certes, il était illusoire d'attendre des partis de la bourgeoisie qu'ils changent tout à coup d'approche, qu'ils consentent à s'écarter quelque peu de la défense étroite des privilèges d'une infime minorité, fût-ce au prix de rendre la planète inhabitable dans un avenir proche. Mais plusieurs de ces mouvements ne se sont pas cantonnés à une posture revendicative ou protestataire, et ont construit une réflexion sur la nécessité d'un changement de système pour faire face au changement climatique, ce qui implique de remplacer le capitalisme ainsi que les institutions politiques forgées par et pour la bourgeoisie par autre chose.

§ 40. Depuis la pandémie du Covid-19, depuis la guerre en Ukraine, ces mouvements sont en reflux – alors qu'on n'en aurait jamais eu tant besoin – et l'urgence climatique est



malheureusement éclipsée dans l'agenda politique par une problématique réactionnaire, agressivement imposée par les partis de la bourgeoisie, à grands renforts de propagande.

§ 41. Pourquoi ce tableau peu encourageant ? Certes, les mouvements sociaux sont par nature éphémères. Rassemblant rapidement des masses liées par un combat, grâce à une forme d'organisation souple et des conceptions théoriques plurielles, il n'est pas dans leur nature de durer. Le fait qu'un mouvement social rétrécisse rapidement après avoir connu son essor ne saurait être utilisé comme argument pour le délégitimer, puisque son essence implique cela. Rappelons aussi que le mouvement pour le climat représente politiquement toujours quelque chose en Suisse aujourd'hui, quoiqu'on ne puisse malheureusement pas le comparer avec ce qu'il a été en 2019.

§ 42. Il importe néanmoins de tirer toutes les leçons de ce recul provisoire, de trouver la voie, qui est urgente, d'un changement profond de société. Ce bilan sans concession doit aussi être celui d'un échec historique sur les dernières décennies des organisations politiques de la classe ouvrière en Suisse, dont le PST-POP. L'échec est précisément de n'avoir pas été en mesure, de n'avoir pas trouvé la voie d'un mouvement puissant de la classe ouvrière, à même de renverser la domination de la classe possédante, et de construire une société nouvelle.

§ 43. La Grève pour l'Avenir fut, dans certains cantons, une tentative de jonction entre les mouvements sociaux pour le climat et le mouvement ouvrier. Avec des résultats limités, du fait d'un calendrier défavorable (repoussée une fois à cause du premier confinement, la deuxième date tombant pendant le second confinement), des limites des mouvements sociaux pour le climat en termes de forces, ainsi que des organisations représentatives de la classe ouvrière. En effet, les syndicats de notre pays, paralysés par une pratique de partenariat social, sont loin d'être en mesure de pouvoir jouer leur rôle d'organisations combattives dont les travailleuses et travailleurs auraient besoin.

§ 44. Par conséquent, notre parti doit tirer le bilan de ces mouvements sociaux et ne plus y engager des forces sans analyse préalable. Le sujet révolutionnaire dans notre société capitaliste, qui n'a pas changé en son essence depuis le XIXème siècle, est la classe ouvrière, celle des travailleuses et travailleurs, qui produit toute richesse, mais qui pourtant en est dépossédée par une minorité de possédants qui, par le capital qu'elle détient, contrôle tous les leviers du pouvoir. C'est un mouvement de cette classe qui peut renverser l'ordre établi. Pour cela, il doit avant tout changer le mode de production, qui détermine son mode de consommation. Le PST-POP doit y employer toutes ses forces.

§ 45. Un autre mouvement social, qui mérite notre soutien, c'est le récent soulèvement des paysan-ne-s, en Europe et en Suisse, contre un système inéquitable, qui les étouffe. Certes, ce mouvement réunit, selon les pays, autant des paysan-ne-s travailleur-euse-s que des gros exploitants agricoles capitalistes qui n'ont pas du tout les mêmes intérêts, et son caractère écologiste peut sembler contestable, étant donné que l'un des objets de la protestation sont les normes écologiques estimées trop contraignantes. Nonobstant, ces protestations sont pleinement justifiées. Ce qui étouffe les paysan-ne-s, c'est le libre-échange et la concurrence déloyale des multinationales de l'agroalimentaire, des prix inéquitables imposés par les marges de la grande distribution, et une bureaucratie de l'État bourgeois construite sans eux, et qui effectivement les étouffe plutôt que de les soutenir. Le capital monopoliste étouffe le petit capital des paysans. L'avenir appartient à une agriculture paysanne, locale, durable,



coopérative et écologique. Pour ne prendre qu'un exemple, litigieux, l'emploi excessif de pesticides de synthèse, en détruisant la biodiversité, stérilise les terres, et détruit à terme la source même de la production agricole. Mais les façons actuelles de produire, avec leurs dégâts écologiques à la clé, ont été imposés aux paysan-ne-s par les États capitalistes. La transition vers une agriculture biologique et durable ne peut se faire qu'avec les paysan-ne-s, en aucun cas sans eux, encore moins contre eux.

Urgence climatique et désobéissance civile

§ 46. Une partie des mouvements pour la justice sociale et climatique, face à la situation désespérante de l'inertie des pouvoirs en place, ont recouru et recourent à des moyens de lutte extra-légaux : désobéissance civile non-violente, blocages, ZAD, voire moyens de lutte plus radicaux... Ces méthodes de lutte extra-légales ont été violemment calomniées par le personnel politique de la bourgeoisie, et brutalement réprimées par l'appareil policier et judiciaire de la bourgeoisie (avec une célérité et une détermination que l'on voit rarement, y compris face à des crimes réellement graves).

§ 47. Ces actions de lutte extra-légales doivent être soutenues. Elles sont justes quant à leur principe, et ont le mérite de rappeler que ce que nous vivons est bien une situation d'urgence, qui doit être gérée en tant que telle. C'est la « normalité », encadrée par la loi, qui n'est pas normale, qui constitue la fossilisation d'un état de fait, et d'un ensemble d'avantages acquis, mortifère, et qui nous condamne toutes et tous dans un avenir proche. Le PST-POP ne peut accepter aucune fétichisation de l'ordre légal bourgeois, qui n'est que la fixation temporaire sous forme légale de la volonté arbitraire et des intérêts égoïstes de la classe dominante du moment, qui ne repose en définitive que sur la force brute, et qui mérite d'être renversé à son tour. Pas plus le PST-POP ne peut refuser par principe les méthodes de lutte autres que légal. Le contraire serait une forme d'opportunisme, de ralliement de fait à l'ordre établi.

§ 48. La désobéissance civile, même si elle reste non-violente, est brutalement réprimée par l'appareil policier et judiciaire de la bourgeoisie. Les actions de la police contrastent douloureusement avec leur traitement des crimes graves, tels que les actions des criminels en col blanc ou de l'extrême droite. Cette répression est purement politique. Elle n'a rien à voir avec l'application « pure » de la loi. Son seul objectif est de terroriser les camarades qui osent tenir tête à l'ordre établi, afin de protéger les privilèges de la classe possédante. Le PST-POP se doit d'être ferme sur la dénonciation sans concession de cette répression.

§ 49. Un soutien ferme à des actions de désobéissance civile en tant que légitimes, tout comme une condamnation sans failles de la répression qui les vise, ne doit pas empêcher de s'interroger, au cas par cas, sur leur efficacité, sur leur pertinence tactique. Certaines de ces actions sont judicieuses et pertinentes. D'autres le sont moins, ont un fond politique plus faible, et peuvent inutilement braquer des travailleuses et travailleurs qui devraient objectivement s'engager pour un changement de société. Dans tous les cas, la transgression de l'ordre établi ne peut être un but en soi. L'entre-soi militant, des pratiques sectaires à vocation nécessairement minoritaires sont peu efficaces. Le but doit être le renversement de cet ordre. Pour cela, il faut être en mesure de pouvoir rassembler une majorité de la classe ouvrière, telle qu'elle est, par des méthodes qui peuvent toucher son cœur, avec un langage et des pratiques qui sont les siens ; ainsi que de



construire une alliance avec toutes les classes et couches sociales objectivement intéressées par un changement de société, afin de rassembler un bloc social suffisamment puissant pour renverser la domination de la bourgeoisie et changer de système. L'exercice n'a rien de facile, et la voie à emprunter est étroite. Il faut trouver néanmoins le moyen de le faire. Parce qu'il ne nous reste que peu d'années pour cela.

Marxisme et décroissance

§ 50. Soutenir les mouvements sociaux pour le climat ne doit pas l'être au prix de concessions en matière de théorie. Il convient d'éviter le double écueil de rejeter les différentes idéologies qui y circulent sans autre examen, parce qu'elles ne font pas partie de notre tradition ; ou de les adopter sans esprit critique, simplement parce qu'il s'agit d'idées en vogue dans la gauche radicale aujourd'hui. Ni fermeture à la nouveauté par principe, ni ouverture mal avisée à toutes les idées à la mode. Il faut analyser ces idées, s'en inspirer lorsqu'il le faut, les rejeter lorsque c'est justifié, d'une façon scientifique.

§ 51. Une des théories en vogue dans ces mouvements est celle de la décroissance. Un mouvement de pensée qui présente une diversité interne et des tendances assez divergentes à certains égards. Ce qui les réunit, c'est le fait de cibler dans leurs critiques la société de croissance, le dogme de la croissance économique dans l'économie néoclassique, de prôner une société plus sobre dans l'utilisation des ressources naturelles que la société actuelle et où la croissance économique n'existerait plus.

§ 52. Dans la littérature qui y est dédiée, le terme « décroissance » se prend en trois sens : la critique du système existant, l'horizon d'une société nouvelle, et la voie pour passer de l'une à l'autre. Ou plutôt dans l'ordre chronologique :

1. L'objection de croissance, la critique de la société de croissance et de ses dévastations écologiques et sociales, du fait que l'idée de croissance infinie dans un monde fini ne peut être le fait que d'un fou ou d'un économiste capitaliste.
2. La décroissance, comme stratégie, comme voie de transition de la société actuelle, capitaliste, de croissance, vers une autre société.
3. Une société de décroissance / post-croissance, où le capitalisme serait remplacé par une autre forme d'organisation, et où l'impératif de croissance économique ne serait plus.

§ 53. Dans les acceptions 1) et 3) il y a indiscutablement un noyau rationnel, une part de vérité que le marxisme peut intégrer, voire doit le faire si l'on ne veut pas se couper de la réalité des faits et de l'acquis scientifique. Mais cela n'implique pas qu'il soit nécessaire de sortir du marxisme comme cadre conceptuel, de le remplacer par une autre théorie, ou d'adopter une solution éclectique de bricolage entre des morceaux de théories distinctes assemblés de façon plus ou moins cohérente. C'est beaucoup moins le cas pour la deuxième acception.

§ 54. La décroissance comme « objection de croissance » d'abord. Une critique qui recoupe la critique écologiste standard, celle du GIEC, ainsi que celle faite par notre Parti. Cette critique est incontestablement juste, pour une large part. La croissance économique infinie sur une planète finie est une aberration, et l'idée d'une croissance « verte » est une contradiction dans les termes.



§ 55. Cette critique peut toutefois être critiquée à son tour. Elle a pour défaut en effet d'absolutiser son objet, la croissance, d'en faire une sorte de phénomène *sui generis*, plutôt qu'une loi immanente du capitalisme. Les penseurs de la décroissance concentrent leurs critiques sur l'indicateur qu'est le PIB, son caractère limitatif et non pertinent pour évaluer la qualité de vie, l'aberration qu'il y a à prendre la croissance de cet indicateur-là comme objectif de politique économique.

§ 56. Cette critique du PIB ne manque pas d'intérêt. Mais ses auteurs ont l'air de croire que la croissance a été en quelque sorte « inventée » avec la comptabilité nationale dans les années 1940, et, pour certains d'entre eux, que si nous vivons dans une « société de croissance » régie par une idéologie de la croissance, c'est parce que les politiciens croient en cette idéologie.

§ 57. Or, il s'agit d'une explication idéaliste. Même si ces auteurs sont conscients que cette idéologie de la croissance est à l'avantage de la bourgeoisie, ils l'absolutisent, et confondent la cause et la conséquence. Car la croissance comme loi nécessaire du capitalisme ne commence pas avec l'invention du PIB et de la comptabilité nationale – invention qui est effectivement contemporaine du début de la Grande accélération – mais avec le capitalisme lui-même (quand bien même les fondateurs de l'économie politique n'aient pas découvert cette loi). Cette loi, c'est celle de l'accumulation élargie du capital, détaillée dans le Livre I du Capital. Rien que le marxisme ne connaissait déjà. Ce n'est pas vrai d'ailleurs que les politiciens bourgeois poursuivent la « croissance » comme objectif par excellence. Ils sont au service du grand capital, dans l'intérêt duquel la croissance du PIB peut être un but, mais pas toujours. Les banques centrales ont du reste pour objectif officiel la lutte contre l'inflation, et pour l'atteindre elles estiment parfois opportun de plonger l'économie dans la récession.

§ 58. La décroissance comme société de post-croissance, alternative à la société actuelle en second lieu. Le fait que dans une société socialiste la croissance économique indéfinie n'aura pas de raison d'être, que les besoins humains passeront au premier plan plutôt que les impératifs de rentabilité, qu'un usage autrement plus sobre des ressources naturelles que dans le système actuel sera de rigueur, est incontestable.

§ 59. Ce noyau rationnel des théories de la décroissance au sujet de la société future doit être accepté, dans toutes ces conséquences. Le niveau actuel d'utilisation des ressources naturelles et d'énergie est insoutenable. Une société socialiste devra réduire drastiquement sa pression sur la nature pour être durable. On ne peut prétendre qu'il sera possible de conserver le mode de vie et de consommation actuel (largement basé sur le jetable, l'obsolescence programmée, les plastiques à usage unique...), en ne faisant payer que les plus riches. Il faudra renoncer à ce qui ne peut être durablement conservé. Mais ces changements sont possibles tout en garantissant une bonne qualité de vie pour toutes et tous, ce qui est loin d'être le cas actuellement. Il y a trente ans, cette transition aurait pu se faire progressivement. Actuellement, il faudra agir dans l'urgence. Ce ne sera pas simple, mais dire le contraire serait de la démagogie, déconnectée de la réalité scientifique. Or, avec les lois de la nature, on ne peut conclure de compromis.

§ 60. Accepter ce qu'il y a de vrai dans la pensée de la décroissance implique certes une innovation – mais une théorie vivante ne peut stagner et doit sans cesse évoluer pour faire face aux problèmes sans cesse nouveaux posés par la vie – mais ne conduit nullement à sortir du cadre conceptuel du marxisme, ni de remplacer la perspective du socialisme telle que le PST-POP l'a toujours prôné par autre chose. Certes, les décroissants ont critiqué le socialisme réel



comme étant un productivisme, acquis à la croissance et à ses désastres, tout comme le capitalisme. En partie leur critique est pertinente, et nous devons en tirer des leçons, en partie elle tombe à plat, et c'est aussi une critique que le socialisme a pu se faire à lui-même, et cherché des solutions à ce problème.

§ 61. Le socialisme des classiques du marxisme ne saurait être qualifié de productivisme aveugle. Marx et Engels étaient bien conscients de la finitude des ressources naturelles, des ravages infligés par le capitalisme à l'environnement, et il existe un florilège de citations extraites de leurs œuvres et utilisées aujourd'hui pour défendre une écologie marxiste. Et il y d'autres citations de Marx et Engels qui vont dans le sens de concevoir le communisme comme une abondance de biens matériels, sans trop se préoccuper d'abord de la finitude des ressources. Le seul fait de mettre en avant les premières citations plutôt que les secondes, et de les systématiser, est en soi une innovation théorique, mais qui ne sort pas du cadre conceptuel du marxisme.

§ 62. Le socialisme réel n'était pas plus un productivisme, au même sens que le capitalisme. Si les pays socialistes ont pu se fixer l'objectif d'une croissance économique, ce n'était pas d'une croissance comme fin en soi, mais d'un développement économique pour répondre à des besoins humains grièvement insatisfaits, dans des pays touchés par une pauvreté de masse héritée du passé capitaliste / pré capitaliste. Ces pays avaient aussi une conscience écologique, et un débat public sur ce thème, Cuba est même exemplaire en la matière. Mais il est vrai aussi que l'édification du communisme a pu être pensée avant tout sous l'angle du développement des forces productives, que des objectifs erronés d'imiter l'Occident capitaliste et son niveau de consommation ont pu être fixés, et que des dégâts à l'environnement, et un mauvais bilan en termes d'efficacité énergétique et de gaspillages ont pu être une réalité. Le socialisme du futur devra nécessairement être différent de celui du passé, la planification devra se baser sur des méthodes renouvelées. Les différentes tentatives d'édification du socialisme par le passé gardent néanmoins leur grandeur et leurs mérites, et leur étude demeure instructive, indispensable même.

§ 63. Le socialisme prôné par le PST-POP n'est en tout cas pas un productivisme, et à ce titre intègre ce que la pensée de la décroissance a de pertinent à dire. Notre résolution sur la planification énergétique intègre la notion de sobriété énergétique, la nécessité d'économies d'énergie, le fait qu'il faudra bien renoncer à un certain nombre de choses que le système actuel rend accessibles, mais au prix d'un prélèvement non-durable de ressources naturelles. Le programme électoral du parti confirme ces acquis, et va dans le même sens en y ajoutant l'interdiction de voitures thermiques neuves à partir de 2030 et la limitation drastique du nombre de voitures en circulation à l'avenir.

§ 64. La décroissance comme stratégie de changement enfin. Comme stratégies variées, comme multitude de stratégies faudrait-il dire plutôt. Il y a toute une palette de stratégies chez les auteurs de la décroissance, avec des combinaisons différentes dosant plus ou moins des stratégies individuelles ou communautaires, à base de sobriété volontaire et d'autoproduction, et de luttes politiques.

§ 65. Ce qu'ont en commun ces différentes conceptions de la voie de changement, c'est d'être fondées sur un clivage fondamental croissance vs décroissance, plutôt que sur l'antagonisme entre classes. De ce fait, toutes ces élaborations stratégiques font-elles l'économie de la révolution socialiste comme étape nécessaire du changement. Il s'agit généralement d'un mélange de solutions à la base, communautaires, d'inspiration anarchisante, de solutions individuelles



fondées sur la sobriété volontaire, et de solutions politiques de nature plutôt réformiste, avec une certaine naïveté sur le fait que l'État bourgeois pourrait les mettre en œuvre si on arrivait à imposer une idéologie autre que celle de la croissance.

§ 66. Or, il est clair que la décroissance sous le capitalisme ne peut en aucun cas être une stratégie de rupture avec le capitalisme, ni amener à une société post-croissance. Sans prise de pouvoir politique par la classe ouvrière, sans l'instauration d'une économie planifiée, il ne saurait y avoir de rupture avec le capitalisme, pas plus que de société post-croissance qui devienne réalité.

§ 67. Il ne faut pas fermer les yeux sur ce que différentes variantes de la pensée de la décroissance peuvent avoir de franchement antimarxiste, voire d'antimatérialiste ou même d'irrationalisme, de rejet de la rationalité scientifique. On peut trouver aussi une romantisation des sociétés précapitalistes et de leur « sobriété », romantisation qui n'est possible que sous la plume de celles et ceux qui ne connaissent pas réellement les conditions de vie de ce passé qu'ils et elles idéalisent. Nous ne pouvons évidemment pas nous ouvrir à cela. Pas plus que nous ne pouvons souscrire à des thèses prônant un rejet total de la société industrielle et de tous ces acquis, pour un retour en arrière, à une société préindustrielle. Il s'agirait d'une régression inacceptable, incompatible avec l'édification d'une société assurant la satisfaction des besoins et l'épanouissement de toutes et tous.

Urgence climatique et révolution socialiste

§ 68. Ce n'est pas le lieu ici de développer les mesures concrètes prônées par le PST-POP pour une économie respectueuse des équilibres naturels, qui assure à toutes et tous la justice sociale et climatique. Le PST-POP a travaillé à les détailler dans la résolution du Comité central du 17 septembre 2022 « Pour une planification énergétique. Sortie des énergies fossiles, pour un approvisionnement en énergie local, renouvelable et soutenable, pour la sobriété énergétique », ainsi que dans son programme électoral pour les élections 2023. Ces documents ne prétendent en rien à l'exhaustivité d'ailleurs, et le programme de notre Parti en matière d'écologie reste un chantier, toujours perfectible et devant être étoffé.

§ 69. La présente résolution a une portée stratégique, et s'attache aux conditions dans lesquelles la réalisation de ces revendications peut devenir possible. Une partie de ces revendications peut être réalisée sous le capitalisme. Même dans notre système économique et notre régime politique actuel il est possible de stopper des projets écocides, réduire l'utilisation des énergies fossiles, imposer des normes écologiques plus ambitieuses, changer beaucoup de choses en somme. Mais cela ne sera jamais suffisant. Jamais la réduction des émissions de gaz à effet de serre ne pourra être assez importante, ni assez rapide sous le capitalisme. Jamais le capitalisme ne pourra devenir vert, pas plus qu'il ne peut devenir social, jamais il ne cessera d'être écocide.

§ 70. Le programme du PST-POP pour une solution socialement juste à l'urgence climatique, toute solution socialement juste à l'urgence climatique en réalité, ne pourra pleinement être appliqué que dans une société socialiste.

§ 71. Nous devons pleinement tirer les conséquences de cette situation de crise. Trop souvent, bien qu'étant conscients de l'urgence climatique et de ses implications, dans notre pratique, nous avons tendance à suivre des routines héritées du passé, à agir comme si la Suisse



allait rester ce pays stable et prospère pour des années et des années encore. Ce n'est pas le cas. Il faut être pleinement conscient que le monde, et la Suisse, seront très différents, dans un avenir très proche, et agir en conséquence. La réalité nous oblige à être révolutionnaires.

§ 72. Car un changement de société, un changement de système – dont parle même le GIEC – constitue précisément une révolution. Une révolution qui doit renverser le pouvoir effectif de la petite minorité des maîtres du capital, et amener au pouvoir la classe ouvrière, les travailleuses et les travailleurs. Cette révolution devra abolir des institutions qui ont été édifiées par et pour la bourgeoisie, et qui ne sauraient servir à d'autres fins, et édifier à la place un État démocratique, dont les institutions seront faites pour et par les travailleuses et travailleurs.

§ 73. Ce nouvel État socialiste aura pour tâche de briser le pouvoir des monopoles capitalistes, de nationaliser tous les secteurs stratégiques de l'économie, de restructurer l'économie en fonction d'impératifs de durabilité écologique et de satisfaction des besoins de toutes et tous (plutôt que des profits de quelques-uns). C'est la voie pour une transition au socialisme. Le marché sera remplacé par une planification écologique, économique et sociale, régie par un plan centralisé, piloté par l'État, démocratiquement élaboré, qui rendra possible une allocation optimale des ressources selon des priorités démocratiquement décidées, une organisation rationnelle de l'économie, à même de garantir à chacune et chacun la satisfaction de ses besoins et les conditions de son épanouissement, tout en respectant les équilibres naturels.

§ 74. Une Suisse socialiste devra développer une économie orientée vers les besoins sociaux et les services publics ; une économie circulaire, basée sur des circuits courts et la relocalisation des activités productives ; une agriculture paysanne, de plus en plus coopérative, biologique et locale. Cette réorientation implique des changements drastiques, tant l'économie suisse est aujourd'hui intégrée dans la mondialisation capitaliste, tertiarisée, accordant une place démesurée à un secteur financier parasitaire, tourné vers le drainage des capitaux, souvent mal acquis, de toute la planète. Ce secteur sera drastiquement redimensionné, et une Suisse socialiste mettra fin aux activités parasites et aux méfaits de ces multinationales. Un protectionnisme solidaire permettra de protéger le secteur public et coopératif de la concurrence de multinationales étrangères. Naturellement, la Suisse, petit pays dépourvu de matières premières, ne pourra être autarcique. Une Suisse socialiste redéfinira ses relations avec d'autres pays, remplaçant les rapports de marché actuels, profitables surtout aux multinationales, par des rapports de coopération. Une Suisse socialiste n'est guère concevable d'ailleurs à l'état isolé, autosuffisante, une île de socialisme dans un entourage capitaliste. Les luttes pour un changement de société que nous menons en Suisse sont solidaires de celles des peuples partout sur la planète, et se renforcent mutuellement.

§ 75. Pour accomplir ces tâches révolutionnaires – le renversement de la bourgeoisie, l'édification d'un État nouveau, la construction du socialisme, la planification de l'économie dans l'intérêt du bien commun – les travailleuses et travailleurs ont besoin de s'organiser sous la forme d'un parti politique de classe. Le PST-POP a été fondé dans ce but, et doit se montrer à la hauteur de cette tâche historique.

§ 76. Cette esquisse de stratégie s'oppose point par point à l'anarchisme, idéologie à la mode aujourd'hui, sous différentes variantes, dans les mouvements sociaux et la gauche radicale. Or, l'idéologie anarchiste doit être résolument rejetée, en théorie comme en pratique, en tant que voie sans issue ne permettant ni d'organiser effectivement les travailleuses et les travailleurs sous



une forme qui leur permette de vaincre, ni de renverser un jour la bourgeoisie, ni de construire une société nouvelle. L'anarchisme rejette la forme d'organisation qu'est le parti, pour prôner à la place un vague réseau de cercles autonomes. Cette forme d'organisation militante peut certes être très dynamique, mais en reste à un niveau d'amateurisme et de faible structuration. Elle ne peut prétendre combattre efficacement et vaincre un jour l'appareil d'État bourgeois. L'anarchisme rejette l'utilisation d'un État révolutionnaire pour construire une société nouvelle, et prône l'abolition simplifiée de l'État bourgeois pour le remplacer par une vague fédération de communes autonomes. Cette conception de la révolution est purement irénique : de cette façon il n'est possible ni de renverser effectivement l'État bourgeois, ni de faire face à une inévitable contre-révolution avec une quelconque efficacité, ni de briser le pouvoir des monopoles. L'anarchisme rejette la planification centralisée, parce qu'elle serait « autoritaire ». Il n'est pas clair alors comment une économie post-capitaliste pourrait fonctionner. L'anarchisme historique, qui imaginait organiser l'autogestion à l'échelle de communes autonomes, était taillé sur mesure pour la petite production. Ce type d'organisation est incompatible avec l'économie contemporaine, qui exige une direction centralisée. Des tentatives de modèles d'économie écologiques non capitalistes et non planifiées centralement finissent d'ailleurs par faire appel à des mécanismes de marché, dont il n'est pas sûr qu'ils se révéleraient simplement fonctionnels s'ils étaient mis en pratique.

Le PST-POP se doit d'être à la hauteur de l'urgence historique

§ 77. Le PST-POP fut fondé il y a 80 ans. Ses membres fondateurs venaient de l'ex Parti communiste suisse, de l'aile gauche du Parti socialiste suisse, ou bien n'avaient jamais été adhérents d'un parti politique auparavant pour une majorité d'entre eux. Ils et elles étaient unis par une même conviction : que ce pays et ce monde pouvaient et devaient changer, que la vieille société capitaliste avait fait son temps, que les injustices innombrables qui la caractérisent n'ont plus lieu d'être, que l'avenir est à la classe ouvrière et au socialisme, que le marxisme est la boussole politique pour penser les voies de l'avenir.

§ 78. Aujourd'hui, le PST-POP doit être plus que jamais à la hauteur de sa vocation révolutionnaire. La perspective du socialisme n'est pas seulement juste sur le fond, seule solution aux innombrables contradictions du capitalisme et voie vers une société meilleure, elle est absolument urgente de nos jours, à proprement parler : une question de survie.

§ 79. Le PST-POP s'emploie à renforcer et à approfondir son influence dans la classe ouvrière, à organiser les sections les plus avancées des travailleurs et des intellectuels, à bâtir un bloc historique, autour de la classe ouvrière, à même de changer le rapport de forces, de renverser enfin la domination de la bourgeoisie et de bâtir une Suisse nouvelle, socialiste.

§ 80. Parce qu'il n'y aura pas de solution réelle et durable aux problèmes écologiques sans rupture avec le capitalisme et son ressort interne d'accumulation du capital sans fin. Pour y parvenir, nous luttons pour la seule alternative au capitalisme qui soit : le socialisme, qui, par la planification de l'économie selon des critères rationnels, rendra possible le développement qualitatif et socialement juste de l'humanité dans le respect des limites planétaires, garantira l'eau potable pour toutes et tous plutôt que le champagne pour quelques-uns, et rendra possible une cohabitation harmonieuse entre l'humanité et la nature.